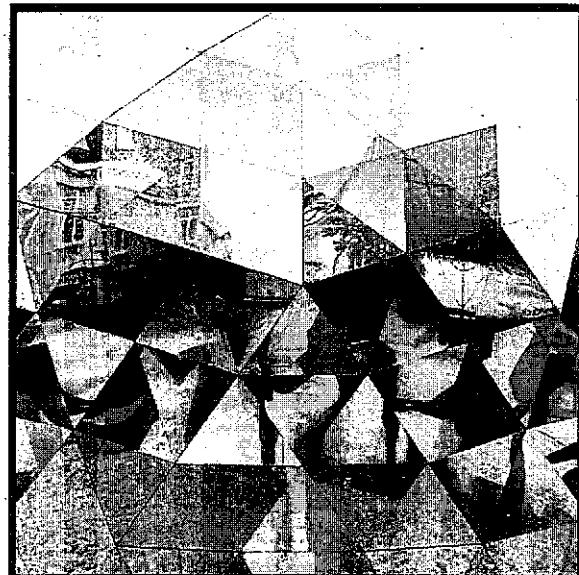


LA REVUE NOUVELLE



éditorial

**Fin de cycles,
début de siècle**

économie

**La crise. Encore
et encore...**

italique

Portas caeli

dossier

Le non-marchand
entre mimétisme et alternatives

LA REVUE NOUVELLE

ÉDITORIAL

Fin de cycles, début de siècle

Thomas Lemaigre **2**

LE MOIS

Code des sociétés et associations, déjà des conséquences	Philippe Andrienne	6
La crise. Encore et encore...	Xavier Dupret	10
La crise au Venezuela : un enjeu au-delà des frontières	Sebastian Santander	15

BILLET D'HUMEUR

Comme des poulets sans tête	Anathème	21
-----------------------------	----------	-----------

dossier • LE NON-MARCHAND ENTRE MIMÉTISME ET ALTERNATIVES

Introduction	Cécile de Prerval et Thomas Lemaigre	26
Interroger la gouvernance des entreprises sociales	Francesca Petrella	30
Entreprise sociale Entra.		
Enjeux et pratiques de la gouvernance	Jean-Marc Dieu	36
Les enjeux de la gouvernance	Sandra Gobert et Corentin Gobiet	40
Vous avez dit « gouvernance » ?	Nicolas Latteur	44
Anticiper la vague de coop washing qui vient	Julien Charles	48
Investisseurs privés dans le secteur social	Entretien avec Eve Chiapello	53
De la « gouvernance » aux « communs »	Quentin Mortier	60
Impact social : l'évaluer, pas juste le mesurer	Joanne Clotuche	64

ARTICLE

Pauvreté infantile et participation	Émilie Charlier	69
-------------------------------------	-----------------	-----------

ITALIQUE

Portas caeli	Nicolas Acelin	77
--------------	----------------	-----------

Ont collaboré à ce numéro

Nicolas Acelin est licencié et agrégé en droit ainsi que diplômé en théologie. Il est passionné depuis l'enfance par l'univers de l'écrit

Anathème est journaliste,
anatheme@scarlet.be

Philippe Andrianne est secrétaire politique Éneo, expert près le Conseil supérieur des volontaires, philippe.andrianne@mc.be

Julien Charles est coordinateur de recherches au Cesep et chargé de cours à l'UCLouvain, julien.charles@cesep.be

Émilie Charlier est doctorante, service de sciences de la famille, UMons,
emilie.charlier@umons.ac.be

Eve Chiapello est directrice d'études à l'École des hautes études des sciences sociales (EHESS, Paris),
eve.chiapello@eheSS.fr

Joanne Clotuche est chargée de projets sur l'impact social, SAW-B,
j.clotuche@saw-b.be

Cécile de Préval est chargée de projet, conseillère formation à l'Unipso,
cecile.depreval@unipso.be

Jean-Marc Dieu est directeur général d'Entra, président du CA du CHU UCL Namur, JMDieu@entra.be

Xavier Dupret est chercheur auprès de l'association culturelle Joseph Jacquemotte et doctorant en économie à l'université de Nancy (France), xavierdu2002@yahoo.fr

Sandra Gobert est responsable Executive director, Guberna, Institut des administrateurs, sandra.gobert@guberna.be

Corentin Gobiet est Junior researcher, Guberna, Institut des administrateurs, corentin.gobiet@guberna.be

Nicolas Latteur est sociologue et formateur au Centre d'éducation populaire André Genot (Cepag). Il a notamment publié *Le travail, une question politique* (Aden, 2013) et *Travailler aujourd'hui. Ce que révèle la parole des salariés* (Le Cerisier, 2017)

Thomas Lemaigre est économiste et chercheur, thomas@lemaigre.net

Quentin Mortier est coordinateur Études et Animations, SAW-B, q.mortier@saw-b.be

Francesca Petrella est maître de conférence à Aix-Marseille Université, CNRS, LEST, francesca.petrella@univ-amu.fr

Sebastian Santander est professeur de science politique/relations internationales, président du département de science politique et directeur du Center for International Relations Studies (CEFIR), ULiège



et par
e spé-
onçu un
étermi-
valué.
, Shiller
ours
Ensuite,
ues à
nents liés
disposer
e temps.
permis
stantes.
entre
l'indice
itue
le niveau
1929.
nent
st de la
e bulle
nt de
pro-
anal de
igure,
tales qui
taux
ctifs
rents.
hiller se
ages du
uement
ère aussi
sser,
ire
ent où
connue
de-
ment
d'avoir
econo-
le.²⁷ »

Avril 2019

» Lifting the
», New York
Tvf.

La crise au Venezuela : un enjeu au-delà des frontières

Sebastian Santander

Le Venezuela est confronté à une crise politique aigüe qui s'accompagne d'une crise économique et sociale abyssale ainsi que d'un double bras de fer diplomatique à l'échelle régionale et mondiale. La situation interne se détériore d'année en année. La société vénézuélienne est profondément clivée. Gouvernement et opposition sont dans une surenchère constante et grandissante. Les parties, fortes de leurs alliances extérieures respectives, campent sur leurs positions et misent sur l'essoufflement de l'autre camp. Mais en attendant la population est profondément éprouvée. Le pays est dans une telle impasse que les signes d'espoir sont quasi inexistants. Comment en est-on arrivé là ?

La malédiction du pétrole

Ce conflit remonte déjà à l'époque du gouvernement de Chávez (1999-2013) dont le projet politique et socioéconomique de gauche provoquait un rejet absolu dans l'hétéroclite opposition que compte le pays au point que les forces les plus conservatrices fomentèrent un coup d'État (2002) contre le président, coup d'État qui échoua. Les politiques sociales chavistes visèrent à développer un système gratuit de soins de santé à destination des plus démunis ainsi que des missions favorisant l'accès à l'éducation ou la mise en place, dans les quartiers populaires, de magasins subventionnés fournissant des produits alimentaires à prix cassés. Ces politiques sociales, financées par le pétrole, aidèrent à faire chuter le taux de pauvreté entre 2003 et 2010.

Toutefois, l'argent du pétrole servira aussi des objectifs clientélistes et népotistes alimentant la corruption qui existait déjà avant le chavisme. En

outre, le Venezuela, dépositaire des plus grandes réserves de pétrole au monde, ne profitera pas du cours élevé du baril pour entretenir ses infrastructures pétrolières, diversifier son économie et développer une industrie nationale. Résultat : le pays importera presque tout de l'étranger et devra raffiner son pétrole aux États-Unis. La malédiction du pétrole ne s'arrêtera pas là : l'État qui tire plus de 90 % de ses revenus du pétrole sera frappé de plein fouet par la chute du prix de l'or noir entre 2014 et 2016 aggravant la situation économique et sociale, et poussant 3,4 millions de Vénézuéliens à fuir leur pays, selon le Haut-commissariat pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations²⁸.

Dérive autoritaire et aggravation du conflit

La crise prend un nouveau tournant en 2015 quand le président Maduro perd les élections législatives. La nouvelle Assemblée nationale décide alors de se déclarer en « rébellion totale » contre le gouvernement chaviste et manœuvre pour que se tienne un référendum révocatoire contre le président. Ce dernier fait tout pour empêcher le bon fonctionnement de l'Assemblée nationale et incite la Cour suprême, qui lui est acquise, à s'arroger le pouvoir législatif. Quelques mois plus tard, M. Maduro organise des élections législatives pour élire une Assemblée nationale constituante dont les travaux sont censés déboucher sur une nouvelle Constitution. Ces élections de 2017, qui se déroulent dans un climat de violence meurtrière, sont boycottées par l'opposition et débouchent sur l'établissement d'une Assemblée constituante composée des partisans du président. L'année suivante, le président Maduro

²⁸ | HCR, « Le nombre de Vénézuéliens ayant quitté leur pays s'élève désormais à 3,4 millions », UNHCR Belgique et Luxembourg, 8 mars 2019.

organise des élections présidentielles contestées et désertées par l'opposition, se faisant réélire jusqu'en 2025.

Toutefois, ni l'opposition ni un certain nombre d'États dans le monde ne reconnaissent le résultat de ces élections. Le président de l'Assemblée nationale, Juan Guaidó, s'auto-proclame alors président intérimaire en se basant sur plusieurs articles de la Constitution qui considèrent que quand le pouvoir est vacant, il revient au chef du législatif. Bien que cet épisode constitue une énième onde de choc dans le pays, il n'occasionne pas moins une situation rocambolesque puisque le Venezuela se retrouve avec deux présidents dont chacun jouit d'appuis nationaux et internationaux différents.

Le régime Maduro désavantage par le nouveau contexte politique latino-américain

Ce bras de fer génère également des conflits à l'échelle continentale. Le gouvernement de Maduro est issu du « tournant à gauche » en Amérique latine (AL) qui a lieu entre 2000 et 2015. Durant cette période, une majorité d'États d'AL est gouvernée par des administrations dites de « gauche » ou de « centre-gauche »²⁹. Cette « vague rose » survient dans un contexte de crise socioéconomique et de la représentation politique. Ces gouvernements chercheront à donner une nouvelle légitimité à l'État dans les affaires économiques, à revaloriser le marché national et à accompagner la croissance d'un agenda social. En matière de politique extérieure, ils veilleront, autant que faire se peut, à exalter l'autonomie nationale, à contester la prééminence des grandes puissances et partant à développer un discours fort critique à l'égard des

29 | Santander S. « El “giro a la izquierda” en América Latina: fragmentación y recomposición de la geopolítica regional », *Cuadernos sobre Relaciones Internacionales, Regionalismo y Desarrollo*, 4, 7, 2009, p. 17-38.

États-Unis, à prendre des distances par rapport aux acteurs et organismes internationaux (FMI, BM) ayant dicté les politiques économiques monétaire-libérales de la décennie précédente et à poursuivre une refonte des organisations régionales sur des bases dites « postlibérales », donnant ainsi naissance à l'Alba, à l'Unasur ou à la Celac.

Durant ces années, le chavisme jouit du soutien de la majorité des pays du continent. Le Venezuela devient même l'un des plus ardents défenseurs de la « gauche continentale » et du mouvement altermondialiste. Mais depuis quelques années, la gauche dite « continentale » se confronte à l'usure du pouvoir, à des affaires de corruption, au retour des inégalités ainsi qu'à la contraction de l'économie régionale due, notamment, à la fin du super-cycle de hausse des prix des matières premières (soja, minéraux, hydrocarbures) et au ralentissement de la demande chinoise. Ce qui occasionne, surtout depuis 2015, un retour du balancier en AL qui se manifeste par l'arrivée au pouvoir de gouvernements de centre-droite, de droite voire de droite radicale. C'est le cas de l'Argentine, du Brésil, du Chili, de la Colombie, du Pérou et de bien d'autres. Si certains de ces gouvernements ont un programme social particulièrement conservateur basé, notamment, sur la promotion de valeurs morales et familiales traditionnelles, tous ont une orientation probusiness qui se manifeste par l'impulsion de politiques favorables à l'initiative privée, à la diminution du rôle de l'État dans les affaires économiques et sociales, à l'austérité budgétaire, aux privatisations, mais aussi à la libéralisation du commerce et des investissements étrangers ainsi qu'à la concurrence mondiale. En matière de politique étrangère, la grande majorité de ces gouvernements ambitionnent un rapprochement avec Washington. En

réalité, depuis le continent la compté autan pices aux rapp Ce reflux des rapports de fo détriment de l par conséquer puis se limiten à Cuba, au Ni Suriname. D'a pouvoir, les « r cherchent à m régime chavist à des grands se de gouvernem Amériques, 20 certaines insta sur, 2017) ou e ganisations rég zuela comme e sept pays (Arg lombie, Équate de l'Unasur cr rose. Cette org ser la résolutio en Amérique d l'agonie à cause Pour resserrer du régime de A une nouvelle or Forum pour le Sud (Prosur) d qu'ils considère gique ». Le pré dirigeant de la i convié au lance initiative régional fora de dialogue Groupe de Lim de quatorze pay comme un grou critique à l'égard zuéliennes exige

30 | Santander S., « I du tournant à droite Revue nouvelle, n° 5, 2017.

31 | Seuls restent la l'Uruguay et le Venez

es
mes
icté
ta-
lente
ga-
dites
issance

uit
nt
-
» et
Mais
e dite
isure
ption,
la
ale due,
le de
nières
au
noise.
s 2015,
e ma-
gou-
droite
as de
e la
autres.
ont
ment
ur la
fa-
ine
nifeste
ables
n du
ino-
ud-
ussi
t des
J'a la
e de
jorité
ent un
. En

réalité, depuis la fin des années 1990, le continent latino-américain n'a jamais compté autant de gouvernements propices aux rapports avec les États-Unis. Ce reflux des gauches modifie les rapports de force sur le continent au détriment de la gauche continentale³⁰ et par conséquent du chavisme dont les appuis se limitent dorénavant à la Bolivie, à Cuba, au Nicaragua, au Mexique et au Suriname. D'ailleurs, dès leur arrivée au pouvoir, les « nouvelles droites » en AL cherchent à manœuvrer pour isoler le régime chaviste en refusant de l'inviter à des grands sommets de chefs d'État et de gouvernement (huitième sommet des Amériques, 2018), en le suspendant de certaines instances régionales (Mercosur, 2017) ou en retirant leur pays d'organisations régionales où siège le Venezuela comme en témoigne le départ de sept pays (Argentine, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Pérou et Paraguay)³¹ de l'Unasur créé à l'époque de la vague rose. Cette organisation censée favoriser la résolution de différends politiques en Amérique du Sud est aujourd'hui à l'agonie à cause de conflits idéologiques. Pour resserrer davantage l'étau autour du régime de Maduro, ces pays créent une nouvelle organisation régionale, le Forum pour le progrès de l'Amérique du Sud (Prosur) devant supplanter l'Unasur qu'ils considèrent comme trop « idéologique ». Le président Maduro est le seul dirigeant de la région à ne pas avoir été convié au lancement de cette nouvelle initiative régionale. Ils créent aussi des *fora* de dialogues politiques tel que le Groupe de Lima. Ce dernier, composé de quatorze pays des Amériques, agira comme un groupe de pression très critique à l'égard des autorités vénézuéliennes exigeant le rétablissement de

30 | Santander S., « Recomposition régionale à l'heure du tournant à droite et de l'« Amérique d'abord » », *La Revue nouvelle*, n° 5, 2018, <https://bit.ly/2I80J0i>.

31 | Seuls restent la Bolivie, la Guyane, le Suriname, l'Uruguay et le Venezuela.

l'ordre constitutionnel et l'organisation d'élections libres. D'ailleurs, dès que M. Gaido s'autoproclamera président, les membres du Groupe de Lima, à l'exception du Mexique, de la Guyane et de Sainte-Lucie, le reconnaîtront comme seul président légitime du Venezuela.

Un bras de fer mondial entre grandes puissances

Ce bras de fer se poursuit à l'échelle mondiale et met également aux prises les grandes puissances. Depuis des années, la Russie et la Chine tout comme l'Iran et la Turquie sont à couteaux tirés avec les États-Unis et revendentiquent une meilleure redistribution du pouvoir international. Elles se redéploient sur la scène mondiale et (re)prennent pied en AL en développant des relations avec des gouvernements en froid avec Washington.

La Russie de Poutine constitue l'un des plus importants soutiens internationaux au Venezuela chaviste³². Cette alliance qui remonte à 2001 est fondée sur une collaboration énergétique et militaire. La Russie et ses compagnies, telles que Rosneft, ont déboursé 17 milliards de dollars au Venezuela, sous forme de prêts ou d'investissements et ont rééchelonné une partie de sa dette. Cette compagnie pétrolière russe possède des parts dans cinq champs pétrolifères vénézuéliens. Moscou a aussi acheminé des bombardiers et des militaires russes, vendu du matériel militaire (avions, véhicules blindés) et organisé des exercices militaires conjoints dans la région ; ce qui ne manque pas d'irriter Washington.

Tout comme la Russie, la Chine a des intérêts économiques non négligeables au Venezuela. Les banques, comme China Development Bank et China Ex-Im Bank, ont, durant ces dix dernières années, octroyé des prêts à

32 | Rouvinski V., « Russian-Venezuelan Relations at a Crossroads », *Woodrow Wilson Centre*, février 2019, 20 p.

Caracas s'élevant à 62,2 milliards de dollars faisant du Venezuela le premier destinataire latino-américain des prêts chinois³³. Elle est également le principal investisseur dans la production de pétrole du Venezuela et le premier pays importateur de matières premières vénézuéliennes. Caracas rembourse ses dettes à Pékin par l'envoi quotidien de pétrole. Par ailleurs, en ce qui concerne les pannes de courant dont le Venezuela est l'objet, la Chine suspecte les États-Unis d'avoir mené des cyberattaques pour déstabiliser le régime chaviste, raison pour laquelle elle offre son assistance et son soutien technique au président Maduro dans le but de remettre en ordre de marche le système électrique.

Pékin comme Moscou ont des intérêts stratégiques et politiques au Venezuela. Les soutiens chinois et russes au président Maduro s'expliquent également par leur volonté de s'appuyer sur des gouvernements qui s'illustrent par leur antiaméricanisme afin de mieux contrebalancer la puissance des États-Unis dans le monde. Dès lors, Chinois et Russes craignent qu'un changement de régime hypothèque leurs alliances et intérêts respectifs dans le pays. C'est la raison pour laquelle ils en appellent à soutenir Maduro au nom du « respect de la légalité et du droit international ». Les États-Unis prennent très au sérieux cette présence étrangère au Venezuela, présence qui contribue à attiser l'animosité américaine ambiante contre la Russie et la Chine. L'administration Trump a été la première à reconnaître J. Guaidó. En réalité, les États-Unis avaient préparé le terrain à cette autoproclamation en menant au préalable et durant des semaines des discussions avec l'opposition vénézuélienne et en s'appuyant sur les administrations latino-américaines

de droite. M. Guaidó a donc attendu d'avoir l'appui des États-Unis avant de s'autoproclamer président intérimaire.

Inspiré par l'idéologie de la Destinée manifeste, les autorités américaines disent avoir une « responsabilité particulière » et vouloir œuvrer en faveur de l'ordre et de la démocratie au Venezuela car ce pays se situe dans « leur hémisphère ». En ce faisant, les États-Unis de D. Trump délaissent leur doctrine « l'Amérique d'abord » pour celle du « changement de régime ». Cela est dû, notamment, au fait que la politique latino-américaine de l'administration Trump est menée par des faucons interventionnistes (Mike Pompeo, John Bolton, Elliot Abrams). Elle a dans son viseur trois régimes qu'elle veut faire tomber et qu'elle qualifie de « Troïka de la tyrannie » : ceux de Maduro, d'Ortega (Nicaragua) et de Díaz-Canel (Cuba). Pour les autorités américaines, ces pays représentent supposément une menace à la « sécurité nationale » des États-Unis du fait de leur « antiaméricanisme ». Dès lors, il s'agit d'étouffer le régime de Maduro par la voie des sanctions pour ensuite s'occuper des deux autres pays.

De là découle la deuxième raison qui consiste à freiner l'influence des acteurs extrarégionaux en AL et surtout à contrecarrer les Russes et les Chinois considérés par Washington comme des « puissances révisionnistes » du fait qu'elles cherchent à contester son pouvoir dans le monde³⁴ et à « attirer la région dans leur orbite » respective en s'appuyant sur des régimes qu'il qualifie de « dictatoriaux »³⁵. Il est vrai que ces puissances extrarégionales n'ont eu de cesse d'investir dans le Venezuela chaviste et notamment dans son industrie pétrolière. Toutefois l'adminis-

33 | Gallagher K. P. et Myers M., « China-Latin America Finance Database », *Inter-American Dialogue*, Washington, 2017.

35 | *Ibid.*, p. 51.

tration Trump investisse et que le raccrochant de l'en place. La financière exportative Unis. Dès nomie verra à terme le fruit mûr sence des la région, d'importa du secteu raffineries de ne plus la compa PDVSA et l'entrepr effectuer sa maison de 7 milli assu de l'Inde Energy) c importan nézuélien

La politiq nistratior par des c septante fui vers la cain Mar de la stra M. Guaid munauté Unis. La régime d par d'aut ricaines e anticastr n'a jamais compte t de votes nauté lat des élect Il compti

attendu
s avant de
l'étramaire.

Destinée
ricaines
ilité parti-
n faveur de
u Venezuela
ur hémis-
ats-Unis
doctrine
celle du
Cela est
a politique
istration
icons
npeo, John
a dans son
eut faire
« Troïka de
o, d'Ortega
il (Cuba).
s, ces pays
ne menace
États-Unis
isme ».
régime de
ons pour
itres pays.

son qui
des ac-
: surtout
es Chinois
omme
s » du
ester son
« attirer la
active en
l'il qualifi-
vrai que
s n'ont eu
nezuela
ion in-
adminis-

ity Strategy od
a Blanche, Was-

tration Trump est consciente que ces investissements ne sont pas suffisants et que le régime de Maduro a un besoin criant de liquidités pour se maintenir en place. En réalité 75 % des rentrées financières du pays proviennent des exportations pétrolières vers les États-Unis. Dès lors, pour asphyxier l'économie vénézuélienne et faire tomber à terme le régime chaviste comme un fruit mûr d'un arbre et affaiblir la présence des puissances révisionnistes dans la région, le président Trump adopte d'importantes sanctions à l'encontre du secteur pétrolier vénézuélien : les raffineries américaines sont sommées de ne plus se procurer du brut auprès de la compagnie pétrolière vénézuélienne PDVSA et sa filiale aux États-Unis, l'entreprise Citgo, n'est plus autorisée à effectuer des transferts financiers vers sa maison mère, privant ainsi le régime de 7 milliards de dollars. Il s'est également assuré que les firmes pétrolières de l'Inde (Reliance Industries et Nayara Energy) qui constituent l'une des plus importantes importatrices de brut vénézuélien n'augmentent pas leur achat.

La politique vénézuélienne de l'administration Trump est également animée par des considérations internes. Plus de septante-deux-mille Vénézuéliens ont fui vers la Floride — l'État du républicain Marco Rubio, un des instigateurs de la stratégie de reconnaissance de M. Guaidó — amplifiant ainsi la communauté vénézuélienne aux États-Unis. La plupart sont des opposants au régime de Maduro. Ils sont soutenus par d'autres communautés latino-américaines et en partie par les Cubains anticastristes de Miami. D. Trump, qui n'a jamais cessé d'être en campagne, compte bien tirer profit du réservoir de votes que représente cette communauté latino-américaine dans le cadre des élections présidentielles de 2020. Il compte y parvenir en démontrant à

cet électorat que sa position intran-sigeante et de confrontation à l'égard du régime de Maduro se poursuivra.

Vers un conflit armé international ?

Ce bras de fer entre grandes puissances débouchera-t-il sur un conflit armé ? Cette crainte a sérieusement gagné en force, notamment, à la suite du débarquement à Caracas, en mars 2019, de deux avions militaires russes contenant une centaine de militaires russes et 35 tonnes de matériel. Bien qu'elles utilisent le Venezuela pour s'affirmer politiquement face aux États-Unis, la Russie et la Chine n'ont aucun intérêt à s'engager dans un conflit armé avec les États-Unis pour sauver le régime d'un pays lointain. Sans compter que les opinions publiques russes et chinoises s'interrogent sur la pertinence d'un tel activisme de la part de leurs gouvernements respectifs au Venezuela.

En ce qui concerne les États-Unis, l'administration Trump a toujours indiqué que toutes les « options sont sur la table ». Toutefois, une intervention militaire est peu probable. Tout d'abord, l'ensemble des diplomates américains a quitté le territoire vénézuélien. Sans compter qu'une telle intervention n'est souhaitée par aucun gouvernement d'AL. Par ailleurs, l'équipe Trump n'a pas agi à la suite des événements du 23 février 2019. L'échec de l'acheminement de l'aide humanitaire, les camions brûlés et les civils tués par le régime ont fait monter la pression atteignant des points de tensions paroxysmiques laissant à penser à tort que les États-Unis interviendraient militairement. Enfin, une telle entreprise nécessiterait l'aval du Congrès. Or, l'administration Trump a perdu la majorité à la Chambre lors des élections de mi-mandat de novembre 2018. Les démocrates ainsi qu'une partie des républicains risqueraient de s'opposer à toute demande de recours à la force. En réalité, les me-

naces proférées par D. Trump relèvent d'une stratégie du bluff qui vise surtout à faire peur aux militaires vénézuéliens pour qu'ils se désolidarisent du président Maduro et fassent ainsi chuter le régime.

Quelle sortie de crise ?

L'armée vénézuélienne a un rôle clé à jouer dans le dénouement de cette crise. C'est la raison pour laquelle Guaidó et les États-Unis cherchent à l'attirer dans leur camp. Mais sur les trois-cent-soixante-cinq-mille militaires que compte l'armée vénézuélienne, seuls sept-cents ont déserté. Quant à l'État-major, il reste loyal au pouvoir en place car il n'estime pas suffisants les gages donnés par le camp adverse.

Pour le moment chaque acteur (gouvernement, armée, opposition) cherche à garder sa position. En attendant, celle qui paie la facture de l'impasse politique nationale et des bras de fer diplomatiques est la population vénézuélienne. Elle manque de tout et se trouve au bord de l'abîme. Aujourd'hui, la seule issue possible à la crise reste une solution négociée entre les parties avec le soutien bienveillant des acteurs internationaux concernés. Reste à voir si les acteurs politiques seront capables de mettre de l'eau dans leur vin.

Cor sans

Depuis longtemps, il y a une marque, en quelque chose, en conformité à une croyance. L'idée qu'en tant que nous sommes sur un marché, il y a un luxe pour nantis combattants de choisir pour nous ou pour « Mouvem... haïte-t-on au cœur populaire, adepte préoccupé par la justice alors judiciaire d'« Lidl » ou « Part de suite. Qu'il exploite réellement de son moteur si réellement moins jeune (pour une obtienne une mesure sociale ou voie se... Ce sont des marques, une appartenance, une expérience particulière... jusqu'à

La quasi-totalité l'a compris, qui préfère « sans tabou » et « sans gique » et qui accueille tout qui refuserait la mère pour un père.